



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LACTINOV

ZI - Route de Vauchelles
80100 Abbeville

Références : 2024-E10129
Code AIOT : 0005101699

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement LACTINOV implanté ZI - Route de Vauchelles 80100 Abbeville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACTINOV
- ZI - Route de Vauchelles 80100 Abbeville
- Code AIOT : 0005101699
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LACTINOV ABBEVILLE exploite, sur le territoire de la commune d'Abbeville, une installation de transformation et de commercialisation de produits laitiers et ses dérivés, sous

couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/01/2007 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 30/07/2024, article /	Sans objet
2	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 9.2.3	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 4.3.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats, aucune suite administrative n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 30/07/2024, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Prescription contrôlée : Date du CI EAU de l'année N : 03/06/2024 Nature des gros dépassements relevés lors du CI EAU de l'année N : AOX : 2,55 kg/j au lieu de 0,03 kg/j Métaux totaux : 1,86 kg/j au lieu de 0,1 kg/jour Conditions de fonctionnement du site :
Constats : Le site était en condition normales de fonctionnement. Concernant le dépassement pour les métaux totaux, le résultat est conforme à la VLE proposée par l'exploitant dans son porter-à-connaissance en cours d'instruction. De plus, la VLE de chaque métal est également conforme à ce point. Pour les AOX, l'exploitant a présenté son dernier rapport de contrôle de décembre 2023, où le résultat était conforme. La valeur du contrôle inopiné de 2023 était également conforme. Le rapport du contrôle inopiné 2024 indique que pour les AOX, le bureau de contrôle a employé une méthode d'analyse interne. Contacté par l'exploitant pour en savoir plus, le bureau de

contrôle a indiqué que l'analyse de ce paramètre avait été sous-traitée et qu'il n'avait pas d'information supplémentaire à ce stade.

L'exploitant s'interroge sur la méthode employée et donc sur la pertinence du résultat.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait réaliser sous 3 mois une analyse du paramètre AOX par un laboratoire extérieur. Les résultats sont transmis à l'inspection dès réception.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Débit	Mesure	Continu
MEST	Échantillon prélevé sur 24h proportionnellement au débit	Hebdomadaire
DBO5	Échantillon prélevé sur 24h proportionnellement au débit	Hebdomadaire
DCO	Échantillon prélevé sur 24h proportionnellement au débit	Hebdomadaire
N	Échantillon prélevé sur 24h proportionnellement au débit	Hebdomadaire
P	Échantillon prélevé sur 24h proportionnellement au débit	Hebdomadaire
AOX	Échantillon prélevé sur 24h proportionnellement au débit	Annuel
Métaux totaux	Échantillon prélevé sur 24h proportionnellement au débit	Annuel
Hydrocarbures	Échantillon prélevé sur 24h proportionnellement au débit	Annuel

Constats :

D'après GIDAF, l'exploitant respecte les fréquences de surveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2007, article 4.3.9		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°4		
Débit de référence	Maximal : 50 m ³ /h	Moyen journalier : 1 200 m ³ /j
Paramètre	Concentration maximale sur période de 2 heures (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES Totales	600	720
DBO5	800	960
DCO	2000	2400
Azote global (N)	150	180
Phosphore total (P)	50	60
AOX		0,03
Métaux totaux		0,1
Hydrocarbures		0,1
Constats : L'année dernière, un dépassement de 2 fois la VLE était également constaté pour les métaux totaux. Cependant, le flux obtenu était conforme à la VLE proposée par l'exploitant dans son dossier, déjà en cours d'instruction. Pour les paramètres surveillés au moins mensuellement, les résultats de juin 2024 sont conformes.		
Type de suites proposées : Sans suite		

